

Le 8 décembre, défendons nos bureaux de poste

Dès le 13 octobre sur ce même site, nous vous alertions sur les menaces pesant sur les postiers de Yerres, par un article sous le titre « Les postiers de Yerres n'ont que cela à faire ! ».

Une nouvelle menace sur le service public. Après Etampes, Massy ! Les réductions d'ouverture, voir de fermetures pure et simple de postes secondaires se multiplient. Avec un service réduit, ce sont les conditions d'accueil des usagers et les conditions de travail du personnel qui se détériorent. Alors que partout, la distribution du courrier devient aléatoire et irrégulière, la recherche de la rentabilité pousse les dirigeants de la poste à rechercher les économies et la rentabilité au détriment du service public.

Cette même menace ne risque-t-elle pas de concerner la poste annexe de Yerres ?

Les communistes du Val d'Yerres ont décidé de soutenir l'action engagée par le collectif de défense.

► **Le gouvernement prépare un accord entre l'État, La Poste et l'Association des Maires de France sur la présence postale territoriale pour 2017. Fermetures de bureaux de poste, de réductions des horaires d'ouvertures de bureaux, de suppression de tournées de facteurs, de transfert d'activités postales dans des commerces, de réduction du nombre d'agents... si ce contrat était signé, ce serait une attaque grave contre le service public.**

► **Un Appel unitaire pour défendre le service public de La Poste a été lancé par 100 élus, syndicalistes et responsables associatifs. Le Parti communiste en est partie prenante et vous invite à le signer.**

► **Rassemblement le 8 décembre à 13h30 devant le Sénat (15, rue de Vaugirard, Paris 6°) à l'occasion du débat sur l'avenir de la Poste initié par les sénateurs du groupe communiste, citoyen et républicain.**



Val d'Yerres
06 99 22 93 00

APPEL UNITAIRE

du collectif POSTE
de la Convergence Nationale des collectifs
de défense des Services Publics

La Poste, un service public pour toutes et tous, partout

Nous sommes usagers, syndicalistes, militants associatifs, élus locaux : nous décidons de lancer un appel à toutes nos concitoyennes et concitoyens pour défendre et développer le service public de la poste.

Le contrat tripartite de présence postale territoriale pour 2017-2020 est en cours de discussion entre l'État, la Poste et l'Association des maires de France

Le contrat prévoit de ne plus solliciter l'accord préalable du conseil municipal pour les transformations de bureau de poste. Seul l'accord préalable du maire serait sollicité. Si cela était acté dans le contrat cela ouvrirait la voie à un grave recul de la démocratie locale, à une absence de débat démocratique dans les instances élues et à de nombreux conflits dans les territoires. Pire, l'accord préalable du maire lui-même ne serait plus sollicité dans plus de 2000 bureaux de poste, au profit d'une « concertation renforcée » vide de sens.

C'est une attaque sans précédent pour imposer la fermeture de très nombreux bureaux de poste qui se prépare si ce contrat est signé tel quel, en particulier dans les moyennes et grandes villes urbaines et aussi dans les communes rurales. Les directions de La Poste ont notamment pris les devants dans les grandes villes, comme Paris où Rennes où des bureaux doivent fermer et une infime partie de leurs activités transférées dans des commerces, sans que la concertation ou l'avis conforme des conseils municipaux ou d'arrondissements n'aient été acquis.

Le bureau de l'AMF sensible aux mobilisations des postiers, de leurs organisations syndicales, des élus, des usagers et à notre interpellation a refusé de signer le contrat en l'état et reporté sa décision au mois de décembre, en raison de l'insuffisance du fonds de péréquation et du recul de la démocratie communale. Ce refus, qui demande confirmation, est un appui important. Dans une société de plus en plus inhumaine, agressive, générant nombre d'inégalités nos concitoyens ont besoin de protections, de solidarités donc

plus de Services Publics de qualité et de proximité. Les évolutions du Service Public Postal impulsé par le groupe La Poste sont préoccupantes et même inacceptables. Il en est ainsi des fermetures de bureaux de poste, de réductions des horaires d'ouvertures de bureaux, de suppression de tournées de facteurs, de transfert d'activités postales dans des commerces, de réduction du nombre d'agents... Elles se traduisent simultanément par une dégradation importante du service rendu aux usagers et des conditions de travail des agents.

Il est possible de faire autrement.

C'est pourquoi, nous appelons et vous appelons à signer pour

1. **Refuser le contrat de présence postale pour 2017-2019** tel qu'il est et en élaborer un autre tourné vers l'emploi, le développement des services publics, la démocratie, notamment l'accord préalable du maire et du conseil municipal avant toute fermeture.
2. Se battre partout, pied à pied, pour empêcher toute fermeture d'un bureau de poste. **Objectif : zéro fermeture de bureau de poste !**
3. Demander que les CDPPT (Commissions Départementales de Présence Postale et Territoriale) soient élargies aux associations d'usagers et organisations syndicales représentatives du personnel et qu'elles soient consultées sur l'ensemble des évolutions en cours au sein du réseau postal local ou sur les réorganisations de services qui impactent les conditions de travail et le service rendu aux usagers.
4. Agir pour augmenter sensiblement les ressources du fonds de péréquation en faveur du maintien et de la rénovation des bureaux de postes
5. **Agir pour maintenir et renforcer le maillage des services publics.** Dans les territoires suburbains et ruraux, agir pour leur réimplantation avec une gestion démocratique et participative associant directions, usagers, élus et représentants des personnels tout en les dotant de moyens financiers et en personnels publics suffisants pour assurer l'entièreté de leurs missions ce qui implique un plan de création d'emplois et de formation.